Le pouvoir aux travailleurs

21 Septembre 2019

N° 258

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Une pinasse sur la lagune à Abidjan

Éditorial

LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS CONCERNÉS PAR LEUR CINÉMA SUR LA « *RÉCONCILIATION NATIONALE* » Page 3 - 4

ADJAWI : LES TRAVAILLEURS TRANSPORTÉS DANS DES CONDITIONS DÉPLORABLES ET DANGEREUSES Page

C'EST LA MISÈRE QUI POUSSE LES PARENTS À FAIRE TRAVAILLER LES ENFANTS Page

AFRIQUE DU SUD : LES CAUSES DE LA VIOLENCE XÉNOPHOBE Page

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
- LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS CONCERNÉS PAR LEUR CINÉMA SUR LA « RÉCONCILIATION NATIONALE » ……...	3
- ADJAWI : LES TRAVAILLEURS TRANSPORTÉS DANS DES CONDITIONS DÉPLORABLES ET DANGEREUSES ……	4
- INDUSTRAP : LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL LAISSE À DÉSIRER ……	4 - 5
- IL FAUT DES LOGEMENTS DÉCENTS AUX TRAVAILLEURS…….	5
- C'EST LA MISÈRE QUI POUSSE LES PARENTS À FAIRE TRAVAILLER LES ENFANTS…….	6
- LEUR CINÉMA AUTOUR DU TRAVAIL DES ENFANTS…….	6
- RÉHABILITATION DU CHU DE YOPOUGON : OÙ PASSENT TOUS LES MILLIARDS ?.....	8
- YOPOUGON : IL FAUT UN TRANSPORT PUBLIC PERFORMANT !.....	9
- DÉGUERPISSEMENT À ADJAMÉ : ENCORE UNE ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES……..	10
- RENTRÉE SCOLAIRE DIFFICILE……...	10
- QUI A DIT QUE L'ÉCOLE ÉTAIT GRATUITE ? ……	10
- UNIVERSITÉ DE COCODY : LES ENFANTS DES PAUVRES DEHORS !....	11
- UNIVERSITÉ NANGUI ABROGOUA : MÊME LES BANCS MANQUENT…...	11
- ZIMBABWE : UNE DISPARITION QUE LES TRAVAILLEURS N'AURONT PAS À PLEURER…….	12
- AFRIQUE DU SUD : LES CAUSES DE LA VIOLENCE XÉNOPHOBE…….	11 - 13

E d i t o r i a l

LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS CONCERNÉS PAR LEUR CINÉMA SUR LA « *RÉCONCILIATION NATIONALE* »

Le mot d'ordre à la mode en ce moment chez les politiciens dans l'opposition, c'est la « *réconciliation nationale* ». C'est le cas pour Laurent Gbagbo, Simone Gbagbo, Affi N'Guessan et autre Blé Goudé. Pour ceux qui s'en souviennent, c'était la même chanson que nous avions entendue dans la bouche des tenants actuels du pouvoir, à leur arrivée aux affaires en 2011.

Tous ces gens-là se moquent des travailleurs et des populations pauvres, à commencer par les milliers de victimes, mortes, violées, mutilées, à cause de leur lutte pour accéder ou se maintenir à la mangeoire gouvernementale.

Ce sont eux tous, autant qu'ils sont, qui sont les responsables des massacres et des exactions de toutes sortes depuis 2000. Ils ont beaux jeu de se faire des accolades à tout va, nouant et dénouant des alliances. Voilà que le Pdci et le Fpi viennent à leur tour d'organiser il y a quelques jours un « *meeting de la réconciliation* » ! C'est que l'élection présidentielle de 2020 s'approche et ces gens-là sentent déjà dans leurs narines l'odeur de la mangeoire gouvernementale dont leurs mains sont encore imprégnées des ripailles de leurs rapines passées !

Tous ces hommes politique de la bourgeoisie, qu'ils soient dans l'opposition ou au pouvoir, ont fondamentalement le même programme, celui de représenter les intérêts des possédants. Eux-mêmes s'enrichissent au passage des miettes que veulent bien leur laisser les capitalistes des puissances impérialistes dont ils ne sont que des simples serviteurs.

Voilà pourquoi un simple changement de régime ne peut rien changer pour les travailleurs et les populations pauvres. L'élection de 2020 ne dérogera pas à cette règle.

Les travailleurs n'ont rien à voir avec tous ces gens-là, que ce soit ceux du Rdr estampillés maintenant Rhdp ou ceux du camp d'en face, Pdci-Fpi, ou encore ceux qui balancent leurs fesses entre deux chaises au gré du vent ! Ensemble ou séparément, ils constituent le même camp des riches.

A l'opposé, les travailleurs, quels que soient leurs ethnie, leur nationalité, leur religion ou leur métier, ont les mêmes intérêts fondamentaux. Leur avenir dépend de leur capacité à s'organiser collectivement pour défendre leurs intérêts en tant que travailleurs face aux patrons qui les exploitent et à l'Etat qui les opprime.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ADJAWI : LES TRAVAILLEURS TRANSPORTÉS DANS DES CONDITIONS DÉPLORABLES ET DANGEREUSES

Adjawi est un village de la commune de Port-Bouët. Il est séparé par la lagune de la commune de Koumassi où il y a une zone industrielle. Il a commencé à se surpeupler à la suite de nombreux déguerpissements qu'il y a eu dans les quartiers de Port-Bouët, Koumassi et Marcory. Aujourd'hui, les habitations s'étendent à perte de vue. Ce sont pour la plupart des habitations précaires où habitent des ouvriers de la zone industrielle de Koumassi, des travailleurs du bâtiment, des gens vivant de petits métiers ou de petits commerces.

Ces travailleurs, pour se rendre au travail, doivent traverser la lagune, et de quelle manière ? Les seuls moyens de transport en commun existant ce sont les « *pinasses* ». Ces embarquements de fortune sont propulsés par un petit moteur. Le matin, vu le nombre de personnes qui sortent, ce sont des queues interminables où l'on peut passer facilement plus de 30 mn. Les travailleurs y sont entassés à plus de 100 par pinasses. Il n'y a ni bouée de sauvetage, ni matériel de secours en cas de problème. C'est donc le cœur serré et la peur au ventre que les travailleurs empruntent ces embarcations de fortune.

Les patrons qui emploient ces travailleurs se fichent complètement des conditions dans lesquelles ces derniers se rendent à leur boulot. Les autorités de ce pays sont bien au courant de cette réalité. Mais comme c'est leur habitude, elles attendent toujours qu'il y ait un drame pour faire semblant de verser des larmes de crocodile et jouer les médecins après la mort !

INDUSTRAP : LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL LAISSE À DÉSIRER

Industrap est une entreprise de fabrication de produits chimiques située à la zone industrielle de Yopougon. Elle fabrique, entre autres, de la peinture, des diluants, des colorants, du goudron, etc.

Devant l'usine, une grande pancarte indique les consignes de sécurité obligatoires avant d'accéder à l'usine. Là-dessus, il est marqué qu'il faut être muni d'équipements de sécurité individuels. Mais à vrai dire, cette pancarte, c'est pour les beaux yeux des passants. Car à l'intérieur, la réalité est tout autre.

Les travailleurs journaliers qui sont de loin la grande partie de la main d'œuvre ne disposent de rien. Le patron ne leur fournit ni tenue de travail, ni chaussures de sécurité, ni masque à gaz. Ils ne disposent que de simples cache-nez jetables face à tous les produits chimiques dangereux qui rentrent dans la composition de la peinture et autres diluants.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

On imagine les dangers d'une exposition prolongée à ces produits dangereux sur la santé des travailleurs. Dans cette économie capitaliste, la seule chose qui compte, c'est le profit. La santé des travailleurs, ça compte zéro.

IL FAUT DES LOGEMENTS DÉCENTS AUX TRAVAILLEURS

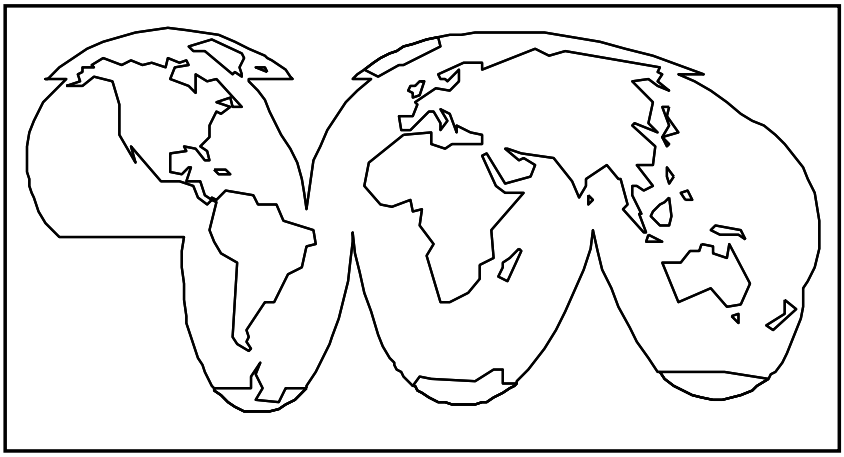
Avec la petite saison des pluies qui s'abat sur Abidjan actuellement, c'est le retour de la boue dans les quartiers précaires environnant la zone industrielle de Yopougon. Il s'agit de Micao, Gesco, An 2000, Petit Bouaké, Ayakro.

C'est là qu'habite une grande partie des ouvriers travaillant dans cette zone pour économiser de l'argent en transport, sans compter la fatigue supplémentaire des longs trajets. Avec le niveau actuel des salaires, les travailleurs sont obligés de s'entasser dans ces quartiers complètement laissés à l'abandon par les autorités. Il n'y a ni canalisations, ni égouts. De sorte que même en pleine saison sèche, il y a toujours des eaux usées dans les rues avec tous les risque sanitaires que cela comporte (moustiques et autres infections diverses). Quand il pleut, la situation est encore plus grave. Les petits ruisseaux deviennent des flaques d'eau, favorisant la boue.

Il n'y a pas si longtemps, la zone industrielle a bénéficié d'un plan de réfection des canalisations et des routes. Les travaux se sont déroulés uniquement dans les endroits où il y a les usines et se sont limités à l'entrée de ces différents quartiers. On voit bien que ça a été un choix délibéré des autorités de laisser ces quartiers sans viabilisation.

Il n'est pas acceptable que les travailleurs qui produisent les richesses soient contraints de vivre dans des quartiers précaires. Il est possible que tous aient un logement décent, mais c'est aux travailleurs de l'exiger du patronat et du gouvernement à son service.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

C'EST LA MISÈRE QUI POUSSE LES PARENTS À FAIRE TRAVAILLER LES ENFANTS

N'importe quel travailleur des villes comme des campagnes peut constater que le pouvoir d'achat des populations laborieuses ne cesse de baisser, obligeant de plus en plus d'enfants à travailler pour aider aux besoins de la famille. Dans les villes, les salaires ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie. La misère grandit d'autant. Dans les campagnes, il y a en ce moment des villages où les paysans sont contraints de brader l'hévéa à 150Fr le kilo bord champ ! Il en va pareillement des noix d'anacarde, du coton ou du cacao.

Les travailleurs des villes comme des campagnes sont victimes du même système capitaliste qui sème la misère et la désolation sur son passage. L'exploitation des enfants n'est qu'un des aspects hideux de ce système que les travailleurs auront à détruire pour le remplacer par un autre, plus juste et plus humain.

LEUR CINÉMA AUTOUR DU TRAVAIL DES ENFANTS

Le gouvernement américain fait du cinéma sur l'existence du travail des enfants en Côte d'Ivoire et fait du chichi sur le « *cacao ivoirien* ».

À ce cinéma sur la soi-disant protection des enfants, les gouvernements qui se succèdent dans ce pays sont tous des grands spécialistes ! C'est en tout cas le cas du gouvernement actuel qui a mis en place (sur le papier) un « *Plan d'Action National de lutte contre la Traite, l'Exploitation et le Travail des enfants* ». Un premier « *PAN* » a été déjà lancé pour 2012-2014, un second pour la période 2015-2017, et il en existe également un nouveau pour 2019-2021. Ils pourront à tous les coups continuer comme ça d'année en année, tant que perdurera ce système capitaliste pourrissant capable de tirer profit, même de la corde qui le pendra demain !

DE L'ARGENT À DÉTOURNER EN PERSPECTIVE

La dernière trouvaille du gouvernement en matière de «*protection des enfants* », le PAN version 2019-2021, coûtera 76 milliards à l'Etat. Si cet argent était vraiment destiné, comme le prétend le gouvernement, aux « *services sociaux* » pour venir en aides aux familles économiquement « *vulnérables* », on s'en féliciterait. Malheureusement, ce ne sera, une fois de plus, qu'une coquille vide qui servira de prétexte pour dilapider les caisses de l'Etat au profit des proches du pouvoir.

L E U R S O C I E T E

LA « *MANGÉCRATIE* » EN ŒUVRE !

Un nouveau gouvernement a été présenté récemment. Il est composé de plus de 50 ministres là où il y en avait 36 auparavant. C'était déjà pléthorique pour un petit pays comme la Côte d'ivoire. Que dire alors de 50 ?

Pour cela, certains ministères ont été saucissonnés en plusieurs ministères bidon. Prenons le cas du ministère de l'Agriculture. Dorénavant il y aura en plus celui des Ressources animales et halieutiques auquel s'ajoutera celui de la cacaoculture, un autre pour la riziculture. On aurait pu en créer pour les tomates ou pour les oignons et pourquoi pas pour l'attiéké !

Prenons encore le ministère de l'Économie et des Finances, en plus de ce ministère nous avons celui de l'Économie numérique et de la Poste, un ministère d'État auprès du Premier du premier ministre chargé de la promotion de l'investissement privé, un ministère d'État auprès du Premier ministre chargé du budget et du portefeuille de l'État.

Voilà donc des postes de sinécure à gogo pour engraisser les amis du Président et pour acheter leur soutien lors des futures élections présidentielles de 2020.

À LA BONNE ÉCOLE !

On apprend par les journaux que « *l'Alliance de la nouvelle génération pour Guillaume Soro* » (Ang-Gks) a changé de dénomination pour devenir « l'*Alliance de la nouvelle génération pour Amadou Gon Coulibaly (Ang-Agc)* ». Cette petite boutique passe du même coup sous l'enseigne du Rhdp.

Ces gens vont, en somme, là où ça sent bon la soupe. Soro est passé du camp de Gbagbo à celui d'Ouattara, pour flirter maintenant avec un autre vieux crocodile. Le tout, c'est de ne pas se tromper de marre au risque de se faire bouffer !

LE FRIC D'ABORD, C'EST LEUR DEVISE !

La presse a fait cas récemment de « *travaux de réflexion* » qui ont réuni plusieurs entités tels que ministères, collectivités territoriales, opérateurs intervenant dans le secteur des assurances et du bâtiment des travaux publics, associations de consommateurs. Ces messieurs confortablement installés dans des fauteuils de luxe, sont allés réfléchir sur les effondrements d'immeubles en construction qui sont fréquents dans ce pays. Le bilan qu'ils dressent fait froid dans le dos. De 2017 à ce jour, 16 effondrements ont été enregistrés, faisant 222 victimes dont 38 décès.

L E U R S O C I E T E

Et qu'est-ce qu'ils proposent face à cette situation ? Leur solution, c'est de créer une « *assurance tout risque chantier* » qui permettrait d'indemniser des personnes physiques et morales ayant subi des dommages après un accident, un incendie, une dégradation de la santé, etc. Ils voudraient à terme, que cette assurance soit obligatoire pour certains types de chantiers.

Les premières victimes des éboulements et de biens d'autres accidents de travail, ce sont évidemment les ouvriers du bâtiment qui travaillent le plus souvent sans protection aucune.

À voir ces gens-là parler, on pourrait penser qu'ils se préoccupent subitement du sort des travailleurs. Si c'était vraiment le cas, ils auraient pu rendre obligatoire l'équipement des travailleurs en matériel de protection, la déclaration des travailleurs à la CNPS, l'amélioration immédiate des conditions de travail, etc. Mais non, ils ne feront pas ça.

Eux, ce qui les fait courir, c'est qu'ils veulent se servir de cette situation pour créer de nouveaux produits pour les assureurs dans le but de se faire toujours plus de profits. Ainsi va le capitalisme, tous les prétextes sont bons pour se faire de l'argent.

RÉHABILITATION DU CHU DE YOPOUGON : OÙ PASSENT TOUS LES MILLIARDS ?

Le gouvernement, par la voix de son ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, a annoncé une nouvelle réhabilitation du CHU de Yopougon. Il a fallu que des vidéos montrant l'état de délabrement avancé de ce centre de santé circulent sur les réseaux sociaux, pour pousser le gouvernement à réagir. D'après le ministre, le CHU sera fermé à partir du 1er novembre, les travaux dureront 3 ans et coûteront 50 milliards de francs CFA.

Espérons que cette fois-ci sera la bonne, car 90 milliards ont déjà été engloutis lors des deux précédentes réhabilitations (en 2013 et 2016). Rappelons que ce CHU construit en 1990, avait couté 18 milliard de francs CFA. Au fil des ans, il s'est tellement dégradé qu'il est devenu un mouroir pour pauvres. La responsabilité de cette dégradation est à mettre sur le dos des pouvoirs qui se sont succédé depuis toutes ces années.

L E U R S O C I E T E

ÇA NE MANGE PAS DE PAIN !

Le gouvernement vient de déclarer que « *désormais la vaccination des enfants de 0 à 11 mois est obligatoire de même que celle de la femme enceinte* ». Ces vaccins seraient gratuits, dit-on.

Ces gens du pouvoir feront d'autant plus de déclarations de ce genre que les élections se profilent à l'horizon et qu'il faut bien montrer qu'ils se soucient des populations pauvres. Le jour où les travailleurs leur demanderont des comptes, ils vont tourner leur langue sept fois dans la bouche avant de faire des promesses !

ÇA NE MANQUE PAS DE SEL !

Le gouvernement vient d'avoir une lumineuse idée : il s'agit de la création du « *Registre Social Unique* » (RSU), « *un système d'information et de gestion des données permettant d'identifier, l'ensemble des ménages pauvres et vulnérables potentiellement éligibles aux différents programmes de protection sociale et de lutte contre la pauvreté sur l'ensemble du territoire nationale…* ». C'est d'autant plus ronflant que creux.

Ainsi, le système capitaliste crée la misère. Et le gouvernement qui œuvre aux intérêts de ces mêmes capitalistes prétend lutter contre la pauvreté ! Le fil est trop gros pour attraper du poisson !

YOPOUGON : IL FAUT UN TRANSPORT PUBLIC PERFORMANT !

Suite au meurtre d'un gendarme à Yopougon-Sicogi, meurtre imputé à des « Gnambros », la mairie a décidé de faire la chasse à ces derniers. Des forces de l'ordre ont été mobilisées, des centaines de jeunes gens ont été arrêtés. La mairie ne s'est pas arrêtée là. Elle a par la même occasion interdit les woro-woros banalisés pour soi-disant lutter contre « *l'anarchie dans le secteur du transport* ». Et cela, sans prendre aucune disposition particulière pour assurer le transport du trop-plein de monde.

Après cette décision, on a assisté à une véritable pagaille dans la commune. Les gares bondées de personnes ne trouvant pas de véhicule pour se déplacer. C'était la lutte pour avoir une place dans un Gbaka ou dans un bus.

Ces gens qui prennent ce type de décisions sur des coups de tête savent qu'eux même n'en subiront pas les conséquences. Eux, ils disposent de voitures grosses cylindrées avec chauffeur.

L E U R S O C I E T E

DÉGUERPISSEMENT À ADJAMÉ : ENCORE UNE ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES

Du dimanche 24 au lundi 26 août, une opération de déguerpissement a été menée par la mairie d'Adjamé sur le boulevard Nangui Abrogoua. Le maire a déployé plusieurs agents municipaux pour empêcher les vendeurs de se réinstaller sur le site. C'était le sauve-qui-peut à cause des courses poursuite entre policiers municipaux et petits commerçants. Des magasins ont été rasés, des tables ont été cassées, des camions de ramassages chargés de plusieurs marchandises faisaient des va-et-vient entre la cour de la mairie et le boulevard. Le gouvernement a félicité le maire en qualifiant son action de « *travail remarquable* ».

Tant que la misère et le chômage toucheront aussi gravement la population, cette politique des autorités municipales et gouvernementales ne fera qu'aggraver encore plus la situation de ceux qui tentent de survivre du petit commerce.

RENTRÉE SCOLAIRE DIFFICILE

Le 09 septembre c'est le jour fixé pour la rentrée des classes pour l'année 2019-2020.

Quand on fait un tour dans les collèges et lycées des communes d'Abobo, Yopougon, Attecoubé, la grande majorité des élèves est encore en attente des moyens. Pour ceux qui ont des parents ouvriers ou qui exercent de petits boulots, ce n'est pas facile. Pour ceux dont les parents sont des petits paysans, il faut attendre la vente des récoltes. Comment, dans ces conditions, sans une aide conséquente de l'État, assurer la scolarité des enfants de famille modeste ?

QUI A DIT QUE L'ÉCOLE ÉTAIT GRATUITE ?

Dans un grand quartier comme Gesco il n'y a qu'une seule école primaire publique. Les parents sont donc obligés d'envoyer les enfants dans le privé. À cela il faudra ajouter les fournitures. Pendant ce temps des autorités racontent que l'école est gratuite. Dans de telles conditions, des ouvriers ne pourront inscrire leurs enfants que s'ils arrivent à avoir des prêts scolaires. Pour des paysans cela dépendra de la vente des récoltes (cacao, ignames, bananes, manioc, etc.). Après l'inscription et l'achat des fournitures, ils ne sont toujours pas tirés d'affaire. Du coup plusieurs enfants seront éjectés du système éducatif.

L E U R S O C I E T E

UNIVERSITÉ DE COCODY : LES ENFANTS DES PAUVRES DEHORS !

Cette année l'administration de l'université Félix Houphouët Boigny a fait cas de 5000 étudiants qui ne sont pas encore inscris. L'actuel dirigeant trouve cela inadmissible. Il voudrait donc purement et simplement les exclure de l'université. Ayant appris la nouvelle, les étudiants ont effectué plusieurs manifestations pour que l'administration revienne sur sa décision. Les négociations sont en cours.

Avant, les inscriptions dans les universités publiques étaient de 6.500f. De plus, les étudiants avaient le choix entre payer l'inscription chaque année ou à la fin de chaque cycle. À la réouverture des universités en 2012 les inscriptions sont passées à 30.000f pour le premier cycle, 60.000f pour le second cycle et 90.000f pour le troisième cycle. C'est une somme que la grande majorité des familles ne peuvent pas assurer. Cela explique les retards dans les inscriptions de cette rentrée.

La décision administrative d'exclure ceux qui n'ont pas pu payer en temps et en heure leur frais d'inscription signifie que les enfants des pauvres ne sont pas admis à l'université !

UNIVERSITÉ NANGUI ABROGOUA : MÊME LES BANCS MANQUENT !

Deux semaines avant les congés d'été, les étudiants de l'université publique NanguI Abrogoua ex Abobo-Adjame sont entrés en grève. Les cours étaient totalement suspendus et sont restés tels jusqu'aux congés. Motif de la grève : manque de bancs. Des étudiants vont donc chercher des bancs dans les salles de TD pour les envoyer en Amphi. Du coup, ce sont les salles de TD qui n'ont plus de bancs. Ce problème n'est pas méconnu par l'administration car il se pose depuis plus d'un an. Mais elle fait toujours la sourde oreille. Alors, trouvant inadmissible que les cours se déroulent dans de telles conditions, les étudiants ont décidé de les suspendre. Des discussions entre administration et étudiants se sont tenues. Les étudiants ont décidé de reprendre les cours avec la promesse que les bancs leurs seront bientôt livrés.

ZIMBABWE : UNE DISPARITION QUE LES TRAVAILLEURS N'AURONT PAS À PLEURER

L'ancien dictateur du Zimbabwe est mort le 6 septembre dernier à l'âge de 95 ans à Singapour où il suivait un traitement médical. Il aurait aimé mourir au pouvoir, en tout cas il a tout fait pour s'y accrocher jusqu'au bout, mais il a fini par se faire éjecter (en novembre 2017) par une partie des cadres de sa propre armée profitant d'une crise économique et politique. Mugabé et son clan étaient arrivés au sommet de leur impopularité, incapables de mettre fin à la contestation populaire.

Très rapidement, ceux qui ont pris sa succession sont devenus aussi impopulaires que lui, car face à la crise économique ils n'ont fait qu'aggraver encore plus les conditions d'existence de la grande majorité. Les bas salaires et l'inflation galopante ont continué à réduire à néant le pouvoir d'achat des petits salariés. L'augmentation du prix de l'essence a entrainé d'autres augmentations en cascade. Le peu d'infrastructures sociales comme les hôpitaux publiques et l'éducation nationale ont continué à se dégrader.

En janvier 2019, une grève générale de trois jours met le régime du nouveau président Emmerson Mnangagwa au bord du gouffre. Des manifestants descendent dans les rues pour protester contre la dégradation de leurs conditions d'existence. Comme dans les pires moments de la dictature de Mugabe, le nouveau pouvoir a réprimé sauvagement les manifestants : 17 personnes sont tuées, des centaines sont arrêtées. Des syndicalistes sont pourchassés, notamment parmi les enseignants et les hospitaliers.

Le décès de Mugabe arrive à temps, pour ainsi dire, car le nouveau pouvoir compte s'en servir pour tenter de calmer la contestation en organisant de cérémonies funéraires grandioses frisant le ridicule. Ce fut un échec puisque c'est au moment même où le gouvernement s'apprêtait à faire son cinéma que le personnel hospitalier, notamment, les médecins et les infirmiers des hôpitaux publics se sont mis en grève et ont manifesté dans la rue pour protester contre l'enlèvement d'un des leurs.

Le piège du « *deuil national* » ne semble pas fonctionner et c'est tant mieux. Les travailleurs n'ont en effet aucune raison de pleurer la disparition de celui qu'on veut leur présenter comme un « *héros de l'Afrique* ». Mugabé a été tout sauf un héros des travailleurs. Il s'est battu pour l'indépendance de son pays mais en tant que nationaliste, c'est-à-dire en se plaçant uniquement sur le terrain de la bourgeoisie locale. La bourgeoise blanche et raciste a laissé la place à une bourgeoisie et à un pouvoir noirs mais l'exploitation des travailleurs a continué et continuera tant que le prolétariat ne mettra pas fin au système capitaliste.

AFRIQUE DU SUD : LES CAUSES DE LA VIOLENCE XÉNOPHOBE

Une nouvelle flambée de violence touche depuis quelques semaines un certain nombre de grandes villes sud-africaines. Dans les quartiers pauvres des townships de Johannesburg, les petites boutiques tenues par des immigrés sont attaquées et détruites. De nombreux étrangers sont ainsi victimes de

ces attaques xénophobes. En une semaine, il y a eu 12 morts. La police a tiré des balles en caoutchouc sur une foule de plusieurs centaines de personnes armées de bâtons et qui exigeaient le départ des étrangers dont la plupart est originaire des pays d'Afrique.

L'Afrique du Sud, première puissance industrielle du continent, attire des millions d'immigrés africains à la recherche d'une vie meilleure. Depuis très longtemps, dans les mines du pays, la majorité des travailleurs sont des immigrés du Mozambique, du Zimbabwe, du Lesotho et de Namibie. Mais depuis plus de vingt ans, une nouvelle vague de migrants plus instruits, est venue occuper des postes dans les magasins, et surtout a ouvert des petites boutiques dans les townships. Ceux-là sont les plus attaqués. Un certain nombre de Zimbabwéens et de Mozambicains ou des Nigérians ont commencé à quitter l'Afrique du Sud.

Ce pays est frappé par un fort taux de chômage (29%) et la pauvreté s'aggrave d'année en année. Seule une petite minorité faisant partie de la classe aisée (la bourgeoisie d'affaires et celle liée au pouvoir) profite largement des richesses du pays.

Les dirigeants du pays se sont servis des migrants comme boucs émissaires pour tenter de masquer leurs responsabilités dans la dégradation des conditions d'existences des classes populaires. Ils ont cherché à diviser pour mieux régner. Déjà en 2008, il y avait eu des émeutes xénophobes qui avaient fait 62 morts dans les townships de Johannesburg et Durban.

Maintenant qu'il y a le feu et que le nombre de victimes des violences xénophobes grandit, le chef de l'État sud-africain, Cyril Ramaphosa, déclare que « *son gouvernement ne laissera pas l'anarchie et la violence s'installer* (...). *La majorité des étrangers respectent la loi et ont le droit de vivre ici…* ». Mais c'est trop tard car le mal est fait.

L'Afrique du Sud n'est, hélas, pas le seul pays d'Afrique où la xénophobie fait des ravages. On a déjà vu des flambées du même genre au Gabon, au Sénégal, en Mauritanie, au Kenya ou en Côte d'Ivoire, pour ne citer que ces quelques pays.

Le racisme et la xénophobie sont les sous-produits du capitalisme en crise. Les politiciens locaux les utilisent pour diviser les travailleurs, pour qu'ils ne prennent pas conscience que par-delà la diversité de nationalité, d'ethnie, de religion ou de couleur de peau, ils font partie de la même classe exploitée par la bourgeoisie, elle-même aussi diverse et variée. On ne mettra fin au racisme, à la xénophobie et à bien d'autres tares du capitalisme qu'en mettant fin à ce dernier.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.